

**Politique étrangère - Lutte contre le
terrorisme - Union européenne -
Syrie - Russie - Libye - États-Unis -
Ukraine - Climat - Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec le quotidien «Le Monde»
(Paris, 30 juin 2017)**

Q - Votre action diplomatique s'inscrit-elle dans la continuité du précédent quinquennat ou comptez-vous marquer une différence ?

R - Je ne suis pas un homme de rupture. Je suis au service d'une diplomatie efficace et pragmatique voulue par le président de la République. C'est ma marque de fabrique. Sur le plan international, ce que nous souhaitons, c'est retrouver une France forte et ambitieuse dans trois domaines majeurs.

D'abord, la protection et la sécurité de nos citoyens, face au terrorisme qui les menace sur notre territoire, mais dont les racines sont à chercher dans les crises qui se développent dans notre environnement immédiat. La protection cela veut dire aussi relever le défi climatique. Ensuite, dans le domaine économique, une France ambitieuse, c'est une France capable de faire valoir ses intérêts et ses capacités pour emporter de nouveaux marchés. C'est aussi une France plus attractive et, en matière économique, le rôle de la diplomatie sera de saisir les opportunités qui découleront des réformes lancées par le chef de l'État au service de sa compétitivité. Enfin, une France forte et ambitieuse, c'est aussi une France influente. Cela concerne la diffusion et la culture, comme la défense des valeurs que nous incarnons. Et tout cela bien sûr adossé à une dimension européenne refondée.

Q - La priorité est à une «Europe qui protège». Comment construire une défense européenne avec 27 pays qui ont des visions stratégiques et des intérêts aussi différents ?

R - La prise conscience par les Européens de la nécessité de pouvoir assurer eux-mêmes leur défense est en cours. Elle s'est manifestée aussi bien lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles qu'à l'occasion du dernier conseil européen. Il y eut à cette occasion un véritable saut qualitatif vers une défense commune mutualisée avec la création d'un fonds européen de défense qui devrait être doté, c'est une première, de 500 millions d'euros, la validation de l'action préparatoire, c'est-à-dire la mise en commun de la recherche dans le domaine de la défense, mais aussi le soutien au concept de coopération structurée permanente ou la décision de financer en commun le déploiement de groupements tactiques. Ce sont des avancées considérables dont nous devons assurer la bonne mise en oeuvre avec la ministre des armées.

Q - Nous n'avons pourtant pas, avec l'Allemagne, les mêmes règles d'engagement, ni des

forces comparables...

R - Il ne s'agit pas de créer une armée européenne mais d'affirmer une volonté d'assurer ensemble notre sécurité. Chacun des États membres a sa propre histoire. Chacun a ses traditions pour ses règles d'engagement. Mais nous faisons les pas nécessaires pour qu'il y ait un minimum d'action commune.

La dernière fois que je suis allé à Gao, au Mali, en tant que ministre de la défense, j'ai volé dans un hélicoptère de combat allemand. Cela aurait été inimaginable il y a encore cinq ans. Après les attentats du 13 novembre 2015, les Européens ont décidé de mettre en oeuvre l'article 42-7 du traité de Lisbonne qui impliquait la mobilisation de leurs moyens aux côtés de la France. Ce fut un moment essentiel dans la prise de conscience des dangers auxquels nous devons faire face ensemble. Et maintenant cela commence à se concrétiser avec des accords.

Q - Washington affirme que le régime syrien serait prêt à utiliser à nouveau des armes chimiques. C'est une «ligne rouge» pour le président français qui a évoqué de possibles frappes de la France, même seule. Qu'en est-il ?

R - A partir du moment où l'usage d'armes chimiques est documenté et que nous avons la conviction de pouvoir identifier les responsables, alors nous réagissons. La position du président a été extrêmement claire sur ce point. Il s'agit en outre de la démonstration que l'accord de 2013 sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien, passé sous l'égide de la Russie notamment, est une fois de plus violé délibérément.

Q - Le président a évoqué un «aggiornamento» de la diplomatie française en reprenant votre formule : «Daech est notre ennemi, Bachar est celui du peuple syrien». C'est vous qui l'avez convaincu ?

R - C'est sa propre vision de la situation. Nous sommes doublement réalistes. Le réalisme c'est de ne pas faire du départ de Bachar al-Assad un préalable à la négociation. Le réalisme, c'est aussi de ne pas faire croire qu'il puisse y avoir une solution du conflit autour de lui. Je vois mal comment les millions de réfugiés qui ont fui ou ont été chassés par lui pourraient revenir en l'absence d'évolution en Syrie.

Q - Et que disent vos interlocuteurs russes ?

R - Vous avez entendu les Russes dire que Bachar al-Assad représente l'avenir de la Syrie ?

Bachar al-Assad est-il un allié dans la lutte contre le terrorisme ?

Je n'ai rien vu qui permette de le croire.

Q - La guerre contre l'EI en Syrie et en Irak est-elle sur le point d'être gagnée ?

R - Les choses progressent de façon significative. La ville de Mossoul en Irak, capitale de l'autoproclamé califat est en passe d'être reconquise par l'armée irakienne. À Raqqa, la capitale syrienne du groupe, l'avancée des forces soutenues par la coalition permet de resserrer l'étau. Cette lutte porte donc ses fruits malgré le risque du repli et de l'éparpillement de ce qui reste des combattants djihadistes, notamment dans la région du Moyen-Euphrate.

En revanche, les négociations pour une solution politique de ce conflit qui a fait en six ans plus de 360.000 morts et des millions de réfugiés ou de déplacés ne progressent pas. Or, notre sécurité ne sera pleinement assurée, au-delà de la défaite militaire de Daech, que si nous mettons un terme au chaos qui règne en Syrie. Il faut donc agir pour débloquer cette situation.

Il y a un socle de principes, que nous proposons afin de relancer l'action politique et diplomatique autour de la Syrie. Le premier est la lutte contre tous les terrorismes ; le second est l'interdiction absolue de tout emploi ou fabrication d'armes chimiques ; le troisième est d'assurer la distribution des aides humanitaires à tous ceux qui en Syrie en ont besoin. Le quatrième est une solution politique incluant toutes les composantes syriennes, avec le soutien des Nations unies, en particulier les membres permanents du conseil de sécurité et les pays de la région.

Sur ces bases, il faut encourager la mise en oeuvre des zones de désescalade, négociées à Astana, explorer toutes les voies du dialogue et mettre en oeuvre un processus de transition avec tous ceux qui adhèrent à ces principes.

Q - La France pourrait-elle participer au processus d'Astana ?

R - Nous pouvons travailler avec tous ceux qui estiment pouvoir adhérer aux principes relativement simples qui ont été énoncés lors de la visite du président Poutine à Versailles par le président de la République. C'est cela que j'ai été dire à mon homologue Sergueï Lavrov à la demande du président. Je tiens le même discours à l'ensemble de nos autres interlocuteurs importants sur la Syrie.

Q - La France n'a jamais cessé de parler à la Russie, sans résultat. Pourquoi les choses changeraient-elles aujourd'hui ?

R - Je ne peux pas entrer dans les détails mais je pense qu'il y a une fenêtre d'opportunité en ce moment. La poursuite du drame syrien est devenue une honte pour l'ensemble de la communauté internationale. Comme tout le monde, les Russes sont conscients, je pense, qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. Avec une nouvelle méthode, consistant à établir une base de principes robustes et qui me semblent incontestables, sans établir de préalables rhétoriques mais en créant de nouvelles passerelles entre les différents acteurs, on doit pouvoir avancer.

Q - Que faut-il faire pour stabiliser la Libye ? Intégrer le maréchal Haftar ?

R - Pour moi c'est aujourd'hui un dossier majeur : le risque sécuritaire se développe en Libye, sur fond de trafics en tous genres, notamment d'êtres humains. La route migratoire de Méditerranée centrale est de nouveau la plus importante et nous n'avons pas d'interlocuteurs étatiques libyens. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de cette situation.

Dès 2014, j'ai évoqué publiquement le risque que Daech s'installe en Libye. C'est arrivé. Le périmètre d'action de Daech en Libye a été réduit, notamment autour de Syrte, de Derna et de Benghazi, mais les djihadistes se sont éparpillés et la menace demeure. La Libye est un État totalement défaillant dont il faut aujourd'hui reconstruire toutes les structures. Depuis ma prise de fonction, j'ai été en Tunisie, en Algérie, en Égypte et je me rendrai bientôt en Italie pour évoquer ce dossier et aider à trouver un accord.

Le cadre doit rester celui de Skhirat mais il faut en infléchir l'architecture sous l'égide de l'ONU et avec le parrainage des États voisins. Comme le premier ministre Sarraj, le général Haftar fait partie de la solution. En tout cas, la France ne peut rester inerte et la Libye est une priorité du chef de l'État.

Q - En Ukraine, le président de la République a dit qu'il faudrait trouver d'autres solutions que les accords de Minsk s'il n'y a pas de résultats d'ici quelques mois. Qu'est-ce que cela signifie ?

R - Il n'y a pas aujourd'hui d'alternative au processus de Minsk. Personne n'imagine actuellement un autre forum, ni les Russes, ni les Ukrainiens. C'est pourquoi, nous pensons qu'il est impératif que ce processus avance, même si c'est à petits pas. Il importe maintenant que les deux parties fassent les gestes nécessaires, qu'il y ait un mouvement positif, soit par l'échange des prisonniers, soit par le retrait réel des armes lourdes près de la ligne de contact, soit par la reconnaissance réciproque des titres d'identité, soit par le renoncement au blocus d'un côté et à l'expropriation des entreprises de l'autre.

Il faut que des choses se mettent en place maintenant avant une nouvelle rencontre dans le format Normandie sur les bases d'un observateur neutre qui est l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Q - Y a-t-il toujours consensus sur les sanctions européennes visant la Russie ?

R - Oui. Mais il faut répéter aux acteurs que les sanctions peuvent être réversibles à partir du moment où les choses avanceraient. Ce qui n'est pas le cas pour le moment. Il faut des actes de volonté politique en Ukraine.

Q - Le fait que Donald Trump n'ait pas rassuré publiquement les membres de l'OTAN sur sa disposition à mettre en oeuvre l'article 5 lors de sa venue à Bruxelles en mai, érode-t-il votre confiance ?

R - L'article 5 engage les États-Unis à partir du moment où ils sont partie du traité sur l'Alliance atlantique qu'ils ont signé. D'ailleurs, la seule fois où l'article 5 a été activé, c'était après les attentats du 11 Septembre. À Bruxelles, Trump a tenu des propos très fermes et essentiellement délivré deux messages : il est revenu sur les jugements très catégoriques qu'il avait prononcés sur l'obsolescence de l'OTAN ; et il a exigé des Européens qu'ils investissent davantage dans leur propre sécurité, ce qui nous semble, à nous aussi, Français, tout à fait souhaitable.

Q - Donald Trump est invité sur les Champs-Élysées le 14 juillet. Qu'attendez-vous de lui ?

R - L'année 2017 marque le centenaire de l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés de la France durant le premier conflit mondial. Je suis très heureux que des troupes américaines puissent défiler sur les Champs-Élysées et me réjouis que le président américain ait accepté l'invitation du président de la République. C'est une belle manière de mettre en valeur l'histoire qui unit nos deux pays.

Nous sommes l'allié des États-Unis depuis leur indépendance. Nous pouvons avoir des désaccords, comme aujourd'hui sur le changement climatique. Mais il y a entre nous des forts sujets de coopération sur des questions majeures pour nos deux pays comme la lutte contre le terrorisme. Je souhaite c'est que cette relation constructive puisse se prolonger.

Q - Sur le climat, y a-t-il des moyens de faire pression sur les États-Unis ?

R - Il faut avant tout accélérer les ratifications par les États de leurs engagements pris à la COP21. J'aborde ce sujet avec l'ensemble de mes interlocuteurs partout dans le monde. Il reste trois pays européens qui n'ont pas encore ratifié. Ensuite, il y a la pression interne aux États-Unis des gouverneurs, des maires et des chefs d'entreprises qui ont annoncé qu'ils continueraient à appliquer l'accord climat et nous devons poursuivre nos efforts de conviction auprès du président Trump. Enfin, la France agira pour de nouvelles étapes sur ce dossier majeur pour l'avenir de la planète.

Q - Lors de son discours de Riyad, M. Trump a été très agressif envers l'Iran en le qualifiant de source de déstabilisation et de terrorisme. La France fait-elle la même analyse ?

R - Nous avons des exigences à l'égard de l'Iran. La première est l'exécution stricte et minutieuse des engagements pris en matière de non-prolifération - et c'est le cas pour l'instant. Deuxièmement, nous sommes vivement préoccupés par les tests balistiques que développe l'Iran. Ce sont les points durs de notre relation. Pour le reste, c'est un grand pays qui doit être respecté, et qui doit en retour se comporter de manière constructive dans son environnement régional : l'Iran doit respecter l'intégrité et la souveraineté complètes de ses voisins. Concernant le terrorisme, il doit être combattu partout, quelle que soit son origine.

Q - La France est proche du Qatar mais aussi de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Qui a raison dans la crise majeure qui les oppose ?

R - C'est une région stratégique pour la France et nous y avons des partenariats très denses avec plusieurs pays. Nous avons même des accords de défense avec le Koweït, les Émirats et le Qatar. Nous pensons que cette crise est nuisible pour l'ensemble des pays du Golfe. Leur intérêt est de la faire cesser et notre position est claire.

D'abord, il faut lutter contre toutes les formes de soutien au terrorisme, quel qu'il soit, et c'est de la responsabilité des États du Golfe de le faire, ensemble et individuellement. Ensuite, le règlement de cette crise doit se faire au sein du conseil de coopération du Golfe et pas par des interventions externes. Nous soutenons donc la médiation de l'émir du Koweït. Enfin, nous pensons que les pays du Golfe doivent s'engager dans une forme de désescalade. La division ne les sert pas.

Q - La force antiterroriste du G5 Sahel va être lancée dimanche à Bamako. Mais le conseil de sécurité a refusé de s'engager sur un financement. C'est un problème ?

R - C'est une grande satisfaction de voir la constitution de cette force conjointe. Nous avons toujours dit que la sécurité de la région devait être effectuée par les Africains eux-mêmes. Il ne faut pas sous-estimer cette étape. La résolution, votée à l'unanimité par le conseil de sécurité, était indispensable pour légitimer cette force et faciliter les financements européens. Le soutien que pourraient apporter les Nations unies fera l'objet d'un rapport du secrétaire général en octobre devant le conseil de sécurité, pendant la présidence française.

Q - Cette force est-elle destinée à terme à remplacer la MINUSMA ou Barkhane ?

R - Pour l'instant, le G5 Sahel c'est un bataillon par pays, avec un niveau d'équipement encore faible. Donc il faut l'aider à monter en puissance. Cette force est d'abord destinée à sécuriser les frontières, en particulier dans les zones où évoluent les groupes terroristes. Elle fait du contre-terrorisme. C'est une priorité pour Barkhane (opération antiterroriste française dans 5 pays du Sahel) de l'accompagner dans la durée.

Q - Jusqu'à quand ?

R - Jusqu'à ce que la situation soit pacifiée.

Q - Cela peut prendre très longtemps...

R - Quand nous sommes intervenus en 2013, on était face à un terrorisme territorial et militarisé, qui occupait la moitié nord du Mali et menaçait sa moitié sud. Maintenant, c'est un terrorisme d'opportunité et de harcèlement, mais il est redevenu dangereux à partir du moment où s'est créé le groupe pour le soutien de l'islam et des musulmans autour d'Iyad Ag Ghali, qui a réussi à fédérer des groupes disparates, y compris peuls. Cela a entraîné une prise de conscience des pays de la région et leur volonté de se lancer dans le contre-terrorisme. Pour

combattre ce nouveau type de terrorisme, il faut pouvoir s'attaquer aux financements et notamment aux réseaux de trafic de drogue.

Q - Dans vos propos publics vous évoquez peu le développement et les droits de l'Homme. Ce ne sont pas des questions importantes ?

R - Bien au contraire, elles sont essentielles. Mais je cherche l'efficacité, pas la publicité. Quand je vais rencontrer par exemple le président égyptien Al-Sissi, ce sont des sujets que j'aborde très franchement, y compris en donnant des noms de personnes dont le sort nous inquiète. Mais si je commente mes démarches dans la presse, je le fais aux dépens de l'efficacité. Quant au développement c'est aussi une question cruciale et ce sera un axe majeur de mon action. On ne peut imaginer régler la crise du Sahel uniquement par l'action militaire./.